SEANCE DU 13 MAI 2019

PRESENTS :

*MMES, Cécile ETIENNE, Anne JORAM, Véronique LABICHE
et Noëlle QUERE*

*MM. Christian BEAUQUET Yves COQUELIN, Patrick NIOBEY. Philippe
LETENNEUR Alain THOUBANIOUCK et Michel VIGOT*

ABSENTS :

Mme Adeline DIEUDONNE (procuration à M. Yves COQUELIN)

M. Georges VERCHER (procuration à M. Michel VIGOT)

Mme Sarah ROMUALD (excusée)

M. Jack LELEGARD (excusé)

SECRETAIRE DE SEANCE : *Mme Noëlle QUERE*

✓ Opposition au transfert obligatoire de la compétence « eau »

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 5214-16 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe, en son article 64 IV ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, en son article 1^{er},

Vu l'instruction NOR INTB1822718 du 28 août 2018 du ministre de l'intérieur relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 ;

Vu les statuts de la communauté de communes Granville Terre & Mer ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, la Communauté de Communes Granville Terre & Mer dont la commune de Longueville est membre exercera à titre obligatoire la compétence « eau » en lieu et place de ses communes membres ;

Considérant toutefois la possibilité légale accordée aux communes membres d'une communauté de communes qui n'exerce pas la compétence « eau » à titre optionnel ou facultatif, à la date du 5 août 2018 (date de la publication de la loi du 3 août 2018), de s'opposer au transfert automatique de cette compétence au 1^{er} janvier 2020 et de le reporter au 1^{er} janvier 2026 en cas d'opposition (minorité de blocage) d'au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population intercommunale ;

Considérant que l'opposition au transfert de la compétence eau doit se traduire par délibérations des communes membres, avant le 1^{er} juillet 2019 ;

Considérant que la communauté de communes Granville Terre & Mer n'exerce pas la compétence « eau » à la date du 5 août 2018.

Considérant l'intérêt pour la Commune de Longueville de s'opposer au transfert automatique de la compétence « eau » à la Communauté de communes à la date du 1^{er} janvier 2020, afin de mieux appréhender et anticiper les incidences générées par le transfert de ladite compétence notamment sur le plan financier et budgétaire ainsi que sur le plan de la situation des personnels en charge du service.

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} :

DECIDE de s'opposer au transfert obligatoire de la compétence « eau », à compter du 1^{er} janvier 2020, à la communauté de communes Granville Terre & Mer.

Article 2 :

DECIDE que le transfert de cette compétence sera reporté au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Article 3 :

CHARGE Monsieur le Maire de notifier la présente délibération dans les meilleurs délais à la Communauté de communes Grand Terre & Mer.

Article 4 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

✓ **Opposition au transfert obligatoire de la compétence « assainissement des eaux usées »**

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 5214-16 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe, en son article 64 IV ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes, en son article 1^{er} ;

Vu l'instruction NOR INTB1822718 du 28 août 2018 du ministre de l'intérieur relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 ;

VU les statuts de la communauté de communes Granville Terre & Mer ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, la Communauté de Communes Granville Terre & Mer dont la commune de Longueville est membre exercera à titre obligatoire la compétence « assainissement des eaux usées », au sens de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, en lieu et place de ses communes membres ;

Considérant toutefois la possibilité légale accordée aux communes membres d'une communauté de communes qui n'exerce pas la compétence « assainissement des eaux usées » à titre optionnel ou facultatif, à la date du 5 août 2018 (date de la publication de la loi du 3 août 2018), de s'opposer au transfert automatique de cette compétence au 1^{er} janvier 2020 et de le reporter au 1^{er} janvier 2026 en cas d'opposition (minorité de blocage) d'au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population intercommunale ;

Considérant que cette faculté peut également s'appliquer aux communes membres d'une communauté de communes qui exerce de manière facultative à la même date du 5 août 2018 uniquement les missions relatives au service public d'assainissement non collectif, tel que défini au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Considérant que l'opposition au transfert de la compétence assainissement des eaux usées doit se traduire par délibérations des communes membres, avant le 1^{er} juillet 2019 ;

Considérant que la communauté de communes Granville Terre & Mer exerce à l'heure actuelle, au titre de ses compétences facultatives en matière d'assainissement non collectif, la mise en place et la gestion d'un service public d'assainissement non collectif ainsi que le pilotage, la coordination et le relais financier des travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif réalisés sous maîtrise d'ouvrage privée des particuliers.

Considérant que la communauté de communes Granville Terre & Mer n'exerce ainsi pas la compétence « assainissement des eaux usées », au sens de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales, à la date du 5 août 2018.

Considérant l'intérêt pour la Commune de Longueville de s'opposer au transfert automatique de la compétence « assainissement des eaux usées » à la Communauté de communes à la date du 1^{er} janvier 2020, afin de mieux appréhender et anticiper les incidences générées par le transfert de ladite compétence notamment sur le plan financier et budgétaire ainsi que sur le plan de la situation des personnels en charge du service.

Après en avoir délibéré,

Article 1^{er} :

DECIDE de s'opposer au transfert obligatoire de la compétence « assainissement des eaux usées », à compter du 1^{er} janvier 2020, à la communauté de communes Granville Terre & Mer.

Article 2 :

DECIDE que le transfert de cette compétence sera reporté au plus tard le 1^{er} janvier 2026.

Article 3 :

CHARGE Monsieur le Maire de notifier la présente délibération dans les meilleurs délais à la Communauté de communes Granville Terre & Mer.

Article 4 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

✓ **Transformation de la commission syndicale des Landes et Marais en syndicat intercommunal à vocation unique des Landes et Marais**

Monsieur le Maire rappelle que les Communes de BREHAL, BREVILLE SUR MER, COUDEVILLE SUR MER, DONVILLE LES BAINS et LONGUEVILLE possèdent en indivision, depuis 1238, les biens suivants : les mielles, dunes et marais compris entre les falaises de Bréville et le marais particulier de Bréhal, la lande de Neuville, la lande du Mottel et la lande de Donville.

La Commission Syndicale des Landes et Marais a été constituée par l'Ordonnance du 12 Mars 1845 pour gérer ces biens ; le régime d'une telle forme de coopération est fixé aux articles L5222-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

En l'état du droit, les commissions syndicales ne semblent pouvoir percevoir les aides financières de l'État dont le bénéfice est réservé aux collectivités territoriales et aux établissements publics qui leur sont rattachés, notamment des attributions du FCTVA (fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) ou des subventions versées au titre de la DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux).

Telle est notamment l'analyse qui ressort d'une Réponse Ministérielle du 5 mars 2019 ; en effet, même si les commissions syndicales constituent une forme de coopération intercommunale, elles ne sauraient être assimilées à des établissements publics de coopération intercommunale et partant ne sont pas éligibles aux aides (n°5297).

L'article L 5222-3 du CGCT prévoit cependant que, sur proposition de la Commission Syndicale et sur décision des conseils municipaux des deux tiers des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population, il peut être créé un syndicat de communes dont les compétences sont au minimum celles de la commission syndicale telles qu'elles sont fixées à l'article L. 5222-2, c'est-à-dire l'administration et la mise en valeur des biens et droits indivis.

Ainsi, un syndicat de communes indivisaires peut être constitué dans la perspective de gérer des biens indivis.

La création d'une telle collectivité publique, qui reprendrait les compétences de la commission syndicale, permettrait de répondre aux difficultés de financement de ladite commission, notamment au titre du FCTVA et de la DETR, puisqu'un syndicat de

communes est éligible à la DETR au titre de l'article L 2334-33 1° bis du CGCT et au FCTVA au titre de l'article L 1615-2 du même code.

C'est dans cette optique que par délibération en date du 6 mars 2019, la Commission Syndicale a proposé la création d'un Syndicat Intercommunal à vocation unique dont les compétences seraient les mêmes que celles de la Commission Syndicale créée par l'ordonnance du 12 Mars 1845.

Il convient maintenant que les Conseils Municipaux de BREHAL, BREVILLE SUR MER, COUDEVILLE SUR MER, DONVILLE LES BAINS et LONGUEVILLE délibèrent pour donner ou non leur accord pour créer ledit Syndicat et approuvent les nouveaux statuts.

Une proposition sera ensuite adressée au Préfet de la Manche pour qu'un arrêté portant transformation de la Commission Syndicale en Syndicat soit autorisée.

Un état financier et matériel, présentant le patrimoine de la Commission Syndicale, l'état des dettes et des créances ou de la trésorerie disponible, les contrats en cours d'exécution ou de passation, est également présenté au Conseil Municipal pour approbation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de se prononcer favorablement sur la transformation de la Commission Syndicale des Landes et Marais en Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Landes et Marais ;

DECIDE que le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Landes et Marais se substitue à la Commission Syndicale dans l'ensemble de ses droits et obligations ;

APPROUVE les statuts tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que l'état des lieux financier et matériel joint.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération et de signer tout document destiné à concrétiser ce dispositif

La séance est levée à 20 heures 55.